

VIRGINIE SIMON

LA RECHERCHE : UN SECRET À PARTAGER

En 2010, Virginie Simon, ingénieur en biotechnologies et docteur en nanotechnologies, et Tristan Davaille, diplômé d'une école de commerce, ont eu l'idée de fonder une plateforme de publications scientifiques en accès libre, afin de rendre la recherche accessible aux scientifiques. MyScienceWork était née. Depuis, la start-up luxembourgeoise est partie à l'assaut de l'international, et sa bibliothèque numérique d'articles multidisciplinaires, publiés en « open access », se classe actuellement numéro un aux États-Unis, avec plus de 1,1 million de visiteurs par mois.

Texte : Marie-Hélène Trouillez - Photos : Laurent Antonelli / Agence Blitz

Comment vous est venue l'idée de créer MyScienceWork ?

« Dans le cadre de mes études d'ingénieur en biotechnologies et chercheuse en nanotechnologies, j'ai effectué un premier stage dans un groupe pharmaceutique, très spécialisé en cancérologie, avant de postuler pour effectuer un deuxième stage dans une start-up, Nanobiotix, aujourd'hui cotée en bourse et qui, à l'époque, venait d'être créée et comptait quatre personnes.

“
Les clients font
difficilement confiance
à une start-up
et se tournent souvent
vers les noms connus.
Les mentalités doivent
changer. C'est essentiel !
”

J'ai effectué ma thèse chez eux, et la start-up a beaucoup évolué alors que j'étais stagiaire. J'ai eu le plaisir et la chance d'enrichir mes connaissances lors des relations entre fondateurs et investisseurs. Lors de ma thèse, j'ai dû faire face aux restrictions d'accès aux articles scientifiques. Je disposais d'un résumé de 10 lignes et sur base de ces quelques mots, il fallait que je me décide à dépenser 30 dollars pour avoir accès à l'intégralité de l'article...

Le marché de l'édition scientifique, qui pèse 7 à 10 milliards d'euros au niveau mondial, réalise dans certains cas des marges de près de 30 % ! Les publications scientifiques sont en quelque sorte payées trois fois par des fonds publics : des chercheurs produisent l'intégralité du contenu des articles, un comité de relecture constitué de chercheurs bénévoles les valide, et enfin d'autres les achètent. Le chercheur à l'origine de la publication ne gagne rien, et pire encore il doit céder ses droits d'auteur à l'éditeur qui exploite l'accès à ses travaux ! L'expertise et le travail d'édition représentent un travail conséquent, qui mérite rémunération. Ces revues profitent du fait qu'il est vital pour un chercheur de publier pour être évalué et voir un jour sa contribution figurer dans des magazines prestigieux. Il y a une véritable course à la publication pour se faire une place dans le monde de la recherche, au détriment finalement de la diffusion. Par ailleurs, les tarifs d'abonnements à ces revues ont explosé : une souscription annuelle à une revue de chimie, par exemple, coûte en moyenne 4.450 dollars par an ! Ces prix prohibitifs constituent un frein à la circulation de l'information scientifique, indispensable au travail des chercheurs. Cela ne pouvait plus continuer ainsi. Il fallait mettre une bombe dans le système ! (Rires...)

J'imagine que ça n'a pas été simple de s'attaquer aux modèles établis. Comment évolue le cadre réglementaire en la matière ?

« Le cadre réglementaire est très important et il évolue dans la bonne direction. De

plus en plus de chercheurs sont tenus de publier en 'open access' leurs travaux financés par des fonds publics. Cette évolution laisse entrevoir la possibilité d'un accès gratuit pour la communauté scientifique à l'ensemble des publications, un objectif également soutenu par les pouvoirs publics et un nombre croissant d'universités et d'organismes de financement de la recherche. Au Luxembourg, le Fonds national de la recherche (FNR) a statué pour favoriser l'accès libre de droits. Plusieurs gouvernements européens sont en train de considérer des projets de loi visant la révision des droits d'auteur.

L'objectif des publications en 'open access' est de faire gage de sérieux et de compétence, et de gagner en notoriété. En 2013, un prix Nobel a été remis à des chercheurs qui avaient publié des articles en accès ouvert. Ce qui prouve bien que ces articles sont de qualité !

Comment avez-vous développé votre projet ?

« En 2010, j'ai créé, avec Tristan Davaille, la première pierre fondatrice de MyScienceWork, à savoir un espace de vulgarisation scientifique. Nous n'avions que très peu de moyens financiers et étions localisés à Paris chez Paris Pionnières, un incubateur valorisant l'entrepreneuriat au féminin. Nous avons commencé à nous faire connaître via les médias sociaux. En 2012, nous avons levé une première somme auprès d'un fonds d'investissement luxembourgeois et avons postulé à l'aide 'Jeunes entreprises innovantes' délivrée par le ministère de ▶



Le magazine allemand *The Hundert*, orienté start-up, a choisi d'inclure Virginie Simon, la cofondatrice et CEO de MyScienceWork, dans son classement des 100 femmes chefs d'entreprise « les plus reconnues en Europe ».

l'Économie au Luxembourg, que nous avons obtenue. À chaque euro levé auprès d'investisseurs privés, l'État luxembourgeois nous a versé la même somme en subvention. Ces financements nous ont permis de renforcer nos équipes informatiques pour commencer à monter la plateforme MyScienceWork. En 2014, nous avons été sélectionnés par le programme de coaching 'Plug & Play' du gouvernement luxembourgeois pour partir trois mois en immersion dans un incubateur de la Silicon Valley en Californie. Je suis partie avec Tristan et nous nous sommes relayés avec l'équipe pour que chacun en profite. L'aventure a été tellement bénéfique que nous avons décidé de créer une filiale là-bas et de nous y installer. Aujourd'hui, MyScienceWork compte 15 employés. Cinq salariés travaillent à Luxembourg où se trouve le siège de la société qui héberge les développeurs, la R & D et la propriété intellectuelle de la start-up. Cinq autres sont à Paris, à savoir les commerciaux et le *community manager* et nous sommes également cinq à San Francisco, où l'on retrouve l'équipe dirigeante constituée de la directrice des opérations, du directeur technique, de la responsable de la médiation scientifique et des deux fondateurs, Tristan et moi-même.

Comment offrez-vous aux chercheurs la visibilité tant convoitée ?

« Si les instituts ont de plus en plus l'obligation de publier en accès ouvert, il fallait un outil d'archivage. En janvier 2015, nous avons donc lancé un système de plateformes de promotion en ligne, destinées aux instituts de recherche. Appelées Polaris, ces plateformes utilisent une variété de canaux disponibles pour optimiser la dissémination et la communication de la recherche : un accès libre aux publications scientifiques, un moteur de recherche innovant et une vulgarisation scientifique. Les plateformes Polaris sont connectées à une communauté internationale de chercheurs ou de passionnés de sciences via le portail mysciencework.com.

Nous proposons aux chercheurs des services en matière de journalisme scientifique. En complément, notre équipe réalise des vidéos animées, qui aident à expliquer et à comprendre les travaux des chercheurs. Ce format offre une communication moderne, dynamique et accessible au plus grand nombre. Nous offrons de cette manière une



MyScienceWork a rejoint récemment le BioHealth Cluster, coordonné par Luxinnovation et qui regroupe différents acteurs des sciences et des technologies de la santé.

visibilité maximale à la recherche et à ses auteurs, sachant que les articles diffusés en accès libre sont en moyenne lus et cités 30 fois plus qu'un article payant !

Quelles sont les prochaines étapes ?

« Six ans après sa création, MyScienceWork offre plus de 60 millions de publications scientifiques, regroupe une communauté de plus d'un demi-million de chercheurs et compte plus de 1,1 million de visiteurs par mois. En janvier dernier, nous avons signé un partenariat avec la fondation Jonk Fuerscher Lëtzebuerg (FJSL). La Commission européenne a récemment exprimé son intention de mandater le libre accès pour les publications scientifiques qu'elle soutient dans son programme 'Horizon 2020'. Nous allons tout faire pour participer aux appels d'offres. Pour MyScienceWork, l'objectif est de remporter de nouveaux contrats et gagner la confiance d'autres instituts de recherche, être rentable, grandir et pouvoir recruter.

Avez-vous rencontré des difficultés ?

« Pour MyScienceWork, la difficulté principale n'est pas d'ordre financier. En revanche, il est très difficile de trouver des personnes compétentes et passionnées. Les erreurs de recrutement coûtent cher, en temps et en énergie. C'est arrivé... Il faut être endurant, stable et très flexible, car il

ya des changements en permanence. Dans le cas de MyScienceWork, il faut accepter de travailler avec le décalage horaire. Chaque jour, nous avons une visioconférence pour faire le point entre nous. Nous nous connectons à 9 h 15 depuis San Francisco et les équipes à Luxembourg et Paris nous rejoignent à 18 h 15. Nous sommes souvent tous au rendez-vous !

Qu'est-ce qui vous motive et auriez-vous un conseil à donner ?

« Il faut respirer et vivre son projet. L'intérêt du projet doit primer avant toute chose. Je me suis arrêtée de travailler deux jours avant d'accoucher (rires...) et j'ai démenagé aux États-Unis alors que mon fils n'avait que huit mois. Cela fait six ans que nous travaillons pour ce projet. Six ans que nous sommes dans l'effort continu. C'est un 'sprint endurant' ! À San Francisco, le consul général du Luxembourg, Georges Schmit, nous a beaucoup aidés. Nous sommes convaincus que l'écosystème luxembourgeois doit être perçu comme une référence en matière de start-up et d'esprit d'entreprise. Les clients font difficilement confiance à une start-up et se tournent souvent vers les noms connus. Les mentalités doivent changer. C'est essentiel ! » ●

www.mysciencework.com